

Le 12 décembre 2018 – TITRE III

DEPARTEMENT du NORD

Enquête Publique Unique sur le territoire des  
Communes de BOUSBECQUE, COMINES, DEULEMONT,  
HALLUIN, WARNETON et WERVICQ-SUD

Commissaire enquêteur :  
Monsieur Dominique BOIDIN

Décision du Président du Tribunal Administratif de Lille  
Ordonnance N° E 18000116/59 du 08 août 2018

## **RECALIBRAGE DE LA LYS MITOYENNE**

### **VOIES NAVIGABLES DE FRANCE**

#### **AUTORISATION UNIQUE** **AU TITRE DE LA LOI SUR L'EAU** **Procédure 2**

### **TITRE III**

## **AVIS ET CONCLUSIONS**

***Le présent dossier comprend (6) parties distinctes, d'une part le rapport d'enquête (titre I), d'autre part, les (4) conclusions motivées et avis du commissaire enquêteur (titres II à V) , et les annexes (titre VI)***

## **Sommaire**

<b>Rappel du projet</b>	<b>Page 4</b>
<b>Cadre législatif et réglementaire</b>	<b>Pages 4 - 5 - 6</b>
<b>La démarche administrative</b>	<b>Page 6</b>
<b>Le cadre de la procédure</b>	<b>Pages 6 – 7</b>
<b>La procédure d'enquête publique (rappels)</b>	<b>Pages 7 – 8</b>
<b>Avis sur la constitution du dossier</b>	<b>Page 8 – 9</b>
<b>Avis sur la publicité</b>	<b>Page 10</b>
<b>Avis sur le déroulement de l'enquête publique</b>	<b>Pages 10 – 11</b>
<b>Avis sur les observations du public et leurs réponses du pétitionnaire</b>	<b>Page 12</b>
<b>Analyse du projet</b>	
<b>Description du projet (rappels)</b>	<b>Page 12</b>
<b>Destination des matériaux</b>	<b>Page 13 – 14</b>
<b>Avis favorable du Conseil National de la Nature</b>	
<b>Synthèse des conditions émises par le CNPN</b>	<b>Pages 15 – 16</b>
<b>Identification des impacts et mesures environnementales préconisées par l'Autorité Environnementale</b>	
	<b>Pages 16 - 17 – 18 – 19 – 20 – 21 – 22 – 23</b>
<b>Appréciation et avis sur la demande d'autorisation unique du projet</b>	
	<b>Pages 23 – 24</b>
<b>Conclusions et avis motivés du commissaire enquêteur</b>	
	<b>Pages 25 – 26 – 27 - 28</b>

**NOTA** : L'ensemble des informations générales relatives à cette enquête publique unique, figurent dans le rapport principal TITRE I regroupant les quatre (4) procédures, à savoir :

- TITRE II : la Déclaration d'Utilité Publique (**Procédure 1**)
- TITRE III : l'Autorisation Unique au titre de la Loi sur l'Eau (**Procédure 2**)
- TITRE IV : le Dossier d'Enquête Parcellaire (**Procédure 3**)
- TITRE V : la Mise en Compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (**Procédure 4**)
- TITRE VI : annexes

**Dans ce document ne figurent que les informations spécifiques à la procédure 2 dite « Autorisation Unique au titre de la Loi sur l'eau – TITRE III », ainsi que les avis et les conclusions du commissaire enquêteur.**

**En vertu de l'article L123-6 du Code de l'Environnement, l'ensemble des quatre (4) procédures sus visées, est regroupé en une enquête publique unique, organisée par la Préfecture de Lille, pour le compte des trois (3) maîtres d'ouvrages concernés, à savoir :**

**LE DEMANDEUR - PETITIONNAIRE :**

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE  
Direction Territoriale Nord Pas de Calais  
37, rue du Plat – BP 725  
59034 LILLE Cedex

Un seul dossier de demande d'autorisation unique au titre des IOTA-loi sur l'eau a été déposé pour Enquête Publique Unique, par les Voies Navigables de France agissant pour son propre compte et en qualité de représentant et/ou de mandataire pour le compte des deux (2) autres maîtres d'Ouvrage en charge du Projet de Recalibrage de la Lys Mitoyenne, ci-après dénommés :

- Service Public de Wallonie (SPW) – 7500 Tournai Belgique
- Waterwegen en Zeekanaal NV (W&Z) - 9820 Merelbeke Belgique

Les autorisations administratives à obtenir pour la réalisation des travaux sur les trois (3) sections situées sur le territoire français, qui seront effectués par les trois (3) Maîtres d'Ouvrages sus nommés, sont sollicitées par les Voies Navigables de France (VNF) qui en est le porteur officiel du projet, pour son propre compte, et pour le compte des deux (2) autres maîtres d'ouvrage (SPW et W&Z).

Chaque Maître d'Ouvrage sera responsable de l'application des mesures en phase chantier.

Les Voies Navigables seront responsables de l'application des mesures compensatoires et de leurs suivis en territoire français, pour son compte et au titre des deux (2) autres maîtres d'Ouvrage.

Le Recalibrage de la Lys Mitoyenne  
Présenté par les Voies Navigables de France

## **RAPPEL DU PROJET**

La procédure « d'enquête publique » a pour objet d'informer le public et de recueillir ses appréciations, suggestions et contre-propositions, préalablement à certaines décisions, afin de permettre à l'autorité compétente de disposer de tous les éléments nécessaires à son information.

La présente enquête publique porte sur le projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne de Deûlémont à Halluin.

Ce projet est un maillon de la liaison fluviale européenne Seine – Escaut, classée en 2004 parmi les trente (30) projets prioritaires du réseau Trans-Européen de Transport (RTE-T). Ce projet est également inscrit au Contrat de Plan Etat Région Haut de France 2015-2020.

La section concernée par les travaux de recalibrage, objet de la présente enquête publique, est comprise entre Deûlémont, à la confluence Deûle – Lys, et Halluin (France) / Menin (Belgique), au niveau du pont de Menin, soit un linéaire d'environ 16.6 km.

Cette partie de la Lys est dite « mitoyenne » de part sa situation géographique à la fois sur le territoire français et sur les territoires wallon et flamand en Belgique.

Les travaux seront réalisés sur le territoire français par les trois (3) Maîtres d'Ouvrage sus visés.

L'opération de recalibrage de la Lys Mitoyenne consistera essentiellement en un élargissement et en un approfondissement de la voie d'eau, par des travaux de terrassement, de reconstitution de berges et de dragage (voir dossier 1 « Rapport d'Enquête Publique Unique »).

## **CADRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE**

Le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique :

- articles L 110-1 à L 110-7 : L'enquête publique en vue de la déclaration d'utilité publique

- articles R 112-4 et R 131-3 : La forme déclarative de l'utilité publique et de la composition du dossier d'enquête publique

- articles R 11-15 à R 11-18 : Dispositions communes

Le Recalibrage de la Lys Mitoyenne  
Présenté par les Voies Navigables de France

- article R 11-19 : L'enquête parcellaire
- articles R 11-21 : L'utilité publique
- article R 131-3 : Enquête publique parcellaire

Le Code de l'Environnement :

- articles L 123-1 à L 123-19 : Relatifs à l'enquête publique environnementale
- article R 123-1 : Les opérations susceptibles d'affecter l'environnement
- article L 123-6 : L'enquête publique unique
- article R 123-8 : Fixe la composition du dossier d'enquête publique
- articles L 122-1 à L 122-3 : Reprennent la loi n°76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature et le décret 77-1141 du 12 octobre 1977 modifié, pris pour l'application de cette loi
- article R 122-2 : Les études d'impact
- articles R 122-4 et R 122-5 : Fixent la composition de l'étude d'impact
- articles L 210-1 et suivants, et R 211-1, R 214-1 et suivants : L'eau, les milieux aquatiques et marins ; les activités, installations et usage
- article L 214-1 et suivants, et R 214-1 et suivants : IOTA loi sur l'Eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2010
- articles L 215-14 : entretien des cours d'eau
- articles L 220 à L 226 : Loi sur l'air n°96-1236 du 30 décembre 2006
- article L 350-1 : Loi sur la mise en valeur des paysages n°93-24 du 8 janvier 1993
- articles L 126-1 et suivants : La déclaration de projet
- articles L 122-1 et L 122-7 : Le décret n°2009-496 du 30 avril 2009 relatif à l'autorité administrative de l'Etat compétent en matière d'environnement
- article L 411-2 : La dérogation à l'interdiction d'atteinte aux espèces et habitats protégés
- article L 414-1 et R 414-19 à 26 : La protection des réserves naturelles nationales et des sites classés

Code de l'urbanisme :

- article L 123-16 : La DUP emporte approbation des nouvelles dispositions des documents d'urbanisme
- articles L 153-54 à L 153-59 et R 153-14 : la mise en compatibilité des documents d'urbanisme
- articles L 300-2 et suivants et R 300-1 et suivants : La procédure de concertation
- loi alur n°2014-366 du 24 mars 2014
- loi grenelle n°2009-967 du 3 août 2009

Convention européenne dite « d'Espoo » :

Sur l'évaluation de l'impact environnemental dans un contexte transfrontalier, adopté le 10 septembre 1997 à Espoo en Finlande, stipulant les obligations des parties d'évaluer l'impact sur l'environnement de certaines activités.

**LA DEMARCHE ADMINISTRATIVE**

Préalablement à la réalisation des travaux prévus dans le cadre du projet dit « de Recalibrage de la Lys Mitoyenne », sus visé, ce projet doit être soumis à la démarche administrative dite de l'autorisation unique « loi sur l'eau » (installations, ouvrages, travaux et aménagements soumis à la loi sur l'eau - IOTA), conformément au décret du 1<sup>er</sup> juillet 2014.

Cette démarche administrative permet de regrouper dans un arrêté préfectoral unique, délivré dans un délai de dix (10) mois, l'autorisation au titre de la loi sur l'eau et les autres autorisations environnementales relevant de l'Etat : modification d'une réserve naturelle nationale, modification d'un site classé, dérogation à l'interdiction d'atteinte aux espèces et habitats protégés, autorisation de défrichement.

La loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte a généralisée l'application du décret du 1<sup>er</sup> juillet 2014, à l'ensemble du territoire national depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2015.

La loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques (dite loi Macron) habilite le Gouvernement à pérenniser le dispositif.

## **LE CADRE DE LA PROCEDURE**

Pour les installations, ouvrages, travaux et activités (dits IOTA) soumis à autorisation au titre de la loi sur l'eau, une procédure unique intégrée est mise en œuvre, conduisant à une décision unique du préfet de département, et regroupant l'ensemble des décisions de l'Etat relevant :

- du code de l'environnement : autorisation au titre de la loi sur l'eau, au titre des législations des réserves naturelles nationales et des sites classés et dérogations à l'interdiction d'atteinte aux espèces et habitats protégés

- du code forestier : autorisation de défrichement.

### **Le projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne est soumis :**

- **à autorisation au titre de la Loi sur l'eau**, dans le cadre de l'article R214-1 qui présente le champ d'application des installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L214-1 à L214-6.

Rubrique 3.1.2.0 : installations conduisant à modifier les profils en long et en travers du lit mineur d'un cours d'eau, ...

Rubrique 3.1.4.0 : consolidation, défense ou protection des berges...

Rubrique 3.1.5.0 : travaux dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole...destruction d'herbiers...

Rubrique 3.2.1.0 : entretien ou curage des cours d'eau (...) des dragages dont le volume est supérieur à 2000 m3 au cours d'une année.

Rubrique 3.2.2.0 : installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau...

- **à étude d'impact**, dans le cadre des rubriques 10 et 21 de l'annexe de l'article R122-2 du code de l'environnement, à savoir :

Rubrique 10 : travaux, ouvrages et aménagements sur le domaine public maritime, sur les cours d'eau, les voies navigables et les ports de navigation intérieur permettant l'accès de bateaux de plus de 1350 tonnes

Rubrique 21 : extraction de minéraux ou de sédiments par dragage marin ou retrait de matériaux lié au curage d'un cours d'eau.

- **à dérogation liées à la présence d'espèces protégées et dossier Natura 2000** :

Au titre de l'article L411-2 du code de l'environnement du fait de la présence d'espèces protégées (flore : angélique officinale, faune : amphibiens, oiseaux, mammifères, chiroptères).

Au titre de l'article L414-1 et L414-19 à 26 du code de l'environnement, au regard de la présence à proximité immédiate de la zone de protection spéciale et zone de conservation : site BE32001 « Vallée de la Lys » (Natura 2000) situé intégralement en territoire belge.

## **LA PROCEDURE D'ENQUETE PUBLIQUE (RAPPELS)**

Suivant décision n°E18000116/59 du 8 août 2018, le Tribunal Administratif de Lille, a désigné Monsieur Dominique BOLDIN, en qualité de commissaire enquêteur,

Par Arrêté Préfectoral du Nord en date du 12 septembre 2018, il a été prescrit la mise à l'enquête publique du 1<sup>er</sup> projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne sur les territoires de Bousbecque, Comines, Deûlémont, Halluin, Warneton et Wervicq.

L'enquête publique s'est déroulée conformément aux dispositions du code de l'environnement, du code de l'Urbanisme et du code de l'Expropriation, d'une part, et des dispositions de l'Arrêté Préfectoral du 12 septembre 2018, sus visé, d'autre part.

Elle a été prescrite pour une durée de 33 jours consécutive, du lundi 15 octobre 2018 au vendredi 16 novembre 2018, inclus.

Un dossier a été soumis à enquête et un registre d'observations a, pendant la période du 15 octobre 2018 au 16 novembre 2018, été mis à la disposition du public, dans les locaux des mairies de Bousbecque, Comines, Deûlémont, Halluin, Warneton et Wervicq.

Ledit dossier a par ailleurs été accessible en ligne, sur le site internet des services de l'Etat dans le Nord.

L'enquête a été clôturée à 17h00, le vendredi 16 novembre 2018, après la sixième (6) permanence. Les registres ont été clos et signés le même jour, par les représentant des maires des communes concernés par ledit projet, et emporté par le commissaire enquêteur, le 22 novembre 2018.

Le procès verbal de synthèse des observations du public a été remis aux Voies Navigables de France, ainsi qu'à la Préfecture du Nord le 24 novembre 2018, à l'attention de Madame Patriciat ROUY et de Messieurs Thierry DUTILLEUL, Stéphane DEHART, Vincent ROUSSEAU, représentants les Voies Navigables de France (VNF).

Comme prévu à l'article 8 de l'arrêté préfectoral d'enquête publique du 12 septembre 2018, les Voies Navigables de France (VNF), ont fait part, sous 15 jours, conformément aux stipulations de l'article R 123-18 du Code de l'Environnement, de leur position au regard des observations et/ou remarques émises par le public, et des avis formulés par les Personnes Publiques Associées.

L'ensemble des observations et/ou remarques du public, des avis des Personnes Publiques Associées, ainsi que de la position des Voies Navigables de France (VNF), figurent dans la partie du dossier intitulée « Rapport d'enquête »

### **Avis**

***Dans les paragraphes suivants, l'avis du commissaire enquêteur est repris en italique***

### **Avis sur la constitution du dossier**

Le dossier d'enquête qui a été mis à la disposition du public comprenait :

- l'Arrêté Préfectoral du Nord en date du 12 septembre 2018 prescrivant l'enquête publique et ses modalités d'organisation
- les registres d'enquête destinés à recevoir les observations du public
- Un 1<sup>er</sup> dossier intitulé « Dossier de Déclaration d'Utilité Publique » constitué de :
  - d'une note chapeau
  - d'une pièce 2 dite « DUP »
  - d'une pièce 3 dite « Résumé non technique »
  - d'une pièce 4 dite « Projet »
  - d'une pièce 5 dite « Etude d'Impact »
  - d'une pièce 6 dite « Atlas cartographique »
  - d'une pièce 7 dite « Annexes »
  - de la décision autorisant le lancement des procédures
- Un 2<sup>ème</sup> dossier intitulé « Demande d'Autorisation Unique » constitué de :
  - d'une note chapeau
  - d'une pièce 1 dite « Demandeur »
  - d'une pièce 2 dite « Contexte Réglementaire »
  - d'une pièce 3 dite « Résumé non technique »
  - d'une pièce 4 dite « Description du projet »
  - d'une pièce 5 dite « Etude d'Impact »
  - d'une pièce 6 dite « Dossier de Dérogation Espèces Protégées »
  - d'une pièce 7 dite « Atlas Cartographique »
  - d'une pièce 8 dite « Annexes »
  - d'une pièce 9 dite « Note Complémentaire »
  - d'une pièce 10 dite « Avis AE »
  - d'une pièce 11 dite « Avis CNPN »
  - d'une pièce 12 dite « Mémoire en réponse à l'avis de l'AE CGEDD »
- Un 3<sup>ème</sup> dossier intitulé « Dossier d'Enquête Parcellaire » constitué de :
  - d'une notice explicative sur l'établissement de l'état parcellaire et de l'état volumétrique
  - d'un Etat parcellaire en surface et en volume
  - de plans parcellaires
- Un 4<sup>ème</sup> dossier intitulé « Dossier de Mise en Compatibilité du Document d'Urbanisme » constitué de :
  - d'une Notice de Présentation
  - du Règlement de mise en compatibilité de la zone NE
  - du Règlement graphique – mis en compatibilité
  - Liste des emplacements réservés – mis en compatibilité
  - Annexes

- Le Procès-Verbal de la réunion du 17 novembre 2018 des Personnes Publiques Associées (PPA)

*Le dossier est clair, structuré et sa lecture aisée, mais difficilement compréhensible par un public non averti, du fait de l'importante documentation technique jointe à la présente étude.*

*Afin de mieux comprendre le projet envisagé, des éléments administratifs et des documents graphiques, ainsi qu'une note « chapeau », d'une grande qualité, y ont été intégrés, ce qui a permis au public, malgré tout, de se faire une idée assez précise du projet.*

*Le projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne a été traité en toute transparence, et tous les sujets ont été abordés, tant du point de vue technique, environnemental, financier, que du point de vue du respect des législations en vigueur.*

*Le dossier soumis à enquête publique comprend l'ensemble des pièces exigées par les codes de l'environnement, de l'urbanisme et de l'expropriation pour cause d'utilité publique. L'Etude d'Impact est particulièrement bien réalisée, elle permet de cerner tous les effets et impacts sur l'environnement, ainsi que les mesures compensatoires et/ou dérogatoires.*

### **Avis sur la publicité**

La publicité a été faite par voie de presse : La Voix du Nord du vendredi 28 septembre 2018 et du mercredi 17 octobre 2018 et Nord Eclair du vendredi 28 septembre 2018 et du mercredi 17 octobre 2018. Les encarts publicitaires sont joints en Annexe.

Par ailleurs la publicité a été effectuée par voie d'affichage dans les mairies des communes concernées par ledit projet de recalibrage de la Lys, et par les soins des Voies Navigables de France, le long de la Lys, sur 36 panneaux.

*Les publications de l'Avis d'Enquête publique, quinze (15) jours avant le début de l'enquête publique et celles prévues dans les huit (8) premiers jours de son déroulement, dans deux (2) journaux, ont bien été observées.*

*J'ai pu à l'occasion des permanences réalisées, vérifier la conformité permanente de l'affichage des avis d'enquête publique.*

*Je considère que l'enquête a fait l'objet d'une publicité satisfaisante.*

### **Avis sur le déroulement de l'enquête publique**

Le dossier a été tenu à la disposition du public dans les mairies de Bousbecque Comines, Deûlémont, Halluin, Warneton et Wervicq-Sud, où chacun a pu en prendre connaissance aux heures et jours habituels d'ouverture.

J'ai paraphé les registres des observations et assuré les modalités de clôture.

Je me suis tenu à la disposition du public, aux jours et heures, dans les mairies

Ci-après :

- de Comines (siège de l'enquête)
  - . le lundi 15 octobre 2018 de 14h00 à 17h30
  - . le vendredi 16 novembre 2018 de 14h00 à 17h30
- de Halluin
  - . le jeudi 18 octobre 2018 de 8h30 à 12h00
  - . le mercredi 31 octobre 2018 de 13h30 à 18h00

Le Recalibrage de la Lys Mitoyenne  
Présenté par les Voies Navigables de France

- de Deûlémont
- . le samedi 10 novembre 2018 de 8h30 à 11h30
- de Bousbecque

Le public s'est peu manifesté auprès du commissaire enquêteur, eut égard à l'importance du projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne.

Trente (30) visites ont eu lieu, durant les six (6) permanences, donnant lieu à quinze (15) remarques et/ou observations, cinq (5) lettres et un (1) courriel inscrits et/ou consignés sur les six (6) registres d'enquête publique.

Trois (3) courriels ont été reçus sur le site internet de la Préfecture du Nord.

Les trente (30) visites sont en parties liées au souhait des visiteurs n'ayant pas mis de remarques aux registres d'enquête, au fait de pouvoir consulter le dossier d'enquête afin de connaître la nature détaillée du projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne et des évolutions contenues dans la procédure en cours.

Pour les quinze (15) remarques, les cinq (5) lettres et le courriel inscrits ou consignés aux registres d'enquête, ainsi que pour les trois (3) courriels reçus en préfecture du Nord, ils ont fait l'objet de réponses du pétitionnaire et d'une analyse, consultable dans le rapport principal TITRE I regroupant les quatre (4) enquêtes publiques.

L'enquête publique a été clôturée à 17h30, le vendredi 16 novembre 2018, après la sixième (6) permanence.

Les six (6) registres des mairies de Bousbecque, Comines, Deûlémont, Halluin, Warneton et Wervicq-Sud, ont été récupérés le jeudi 22 novembre 2018, et clos le même jour.

*Je n'ai remarqué aucune anomalie dans le déroulement de cette enquête et je considère qu'elle s'est déroulée d'une façon satisfaisante.*

*J'ai reçu un excellent accueil de la part du personnel des différentes mairies concernées par le projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne, ainsi des Voies Navigables et de la Préfecture du Nord.*

*J'ai fait l'objet d'une réelle attention de leur part. L'on m'a toujours clairement répondu aux questions posées.*

*Le nombre de permanences et leur durée ont été bien été estimés, permettant à chaque fois de recevoir le public qui s'est présenté et de consacrer du temps à chacun.*

*En conclusion de l'enquête publique :*

*Je dois préciser qu'il n'a été constaté aucun manquement aux règles relatives :*

- à l'information pleine et entière
- à l'affichage
- à la publicité
- à la mise à disposition du dossier et du registre au public
- à l'obligation de permettre tout moyen d'expression légal

*Aucun incident n'est à signaler.*

Le Recalibrage de la Lys Mitoyenne  
Présenté par les Voies Navigables de France

## **Avis sur les observations du public et leurs réponses du pétitionnaire**

*La participation du public ne peut pas être considérée comme très importante. Il n'y a eu au total que quinze (15) remarques, cinq (5) lettres et un (1) courriel inscrits ou consignés sur les registres communaux et trois (3) courriels reçus en préfecture du Nord.*

*Conformément à l'article L. 123-3 du code de l'environnement, l'enquête publique a été conduite dans un but d'informer le public sur le projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne et de recueillir ses appréciations, suggestions et contre-propositions, afin de permettre à l'autorité compétente de disposer de tous les éléments nécessaires à son information.*

*Toutes ces observations ont été portées à la connaissance des Voies Navigables de France (VNF). Ces dernières ont fait connaître leur position, conformément au mémoire en réponse en date du 7 décembre 2018, figurant en annexe.*

*Le public qui se sera déplacé et aura rédigé une observation sur le registre ou envoyé un courrier ou un courriel, ainsi que pour les interventions des communes de Deûlémont, Halluin et Menin (Belgique) trouveront la réponse à leurs questionnements, au travers de ce rapport et du mémoire en réponse.*

**Les réponses données par les Voies Navigables de France (VNF), aux observations et/ou interrogations du public et aux communes de Deûlémont, Halluin et Menin (Belgique) durant l'enquête publique, ne sont pas de nature à remettre en cause les objectifs du projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne.**

## **ANALYSE DU PROJET**

### **Description du projet (rappels)**

Le projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne, qui a été soumis à la présente enquête publique, correspond aux travaux qui seront réalisés sur les trois (3) sections du territoire français, uniquement, à savoir :

- l'ensemble des travaux de dragage et d'approfondissement de la partie du lit de la rivière située en France,
- la reconstitution et le terrassement des berges françaises, ainsi que la restauration des chemins de halage, avec le maintien de la continuité piétonne,
- la gestion des matériaux excédentaires de la section 1 :
  - les matériaux inertes seront principalement utilisés pour les remblais nécessaires au projet de traitement des berges, au remodelage des deux bras morts (Vert-Digue et Comines) dans le cadre de la réalisation des mesures compensatoires.

-les matériaux non inertes seront gérés par la ou les entreprises en charge des travaux de dragages.

- les mesures compensatoires liées aux travaux réalisés en France :
  - le remodelage des deux bras morts (Vert-Digue et Comines) avec la création de hauts fonds pour recréer des habitats impactés par le dragage et la reconstitution de berge.
  - la création d'une zone humide sur le site n°18 de Deûlémont, suite à la destruction de zones humides.

- la partie sur le territoire français de l'aménagement du franchissement piscicole au niveau de l'écluse de Comines.

- La voie d'eau comprendra également les aménagements spécifiques suivants :

- Un bassin de virement à Bousbecque dimensionné pour les navires de classe européenne dite Va+
- Une nouvelle zone de stationnement et/ou de croisement, dimensionnée pour les navires de classe Vb. Cette zone servira également à la régulation du trafic des navires de classe Vb au droit de Wervik.
- Deux nouvelles zones d'attente pour alternat total, dimensionné pour les navires de classe européennes Vb, pour le passage sous le pont de Comines.

### **Destination des matériaux**

Le volume de matériaux excédentaire du projet s'élève à près de 1.35 millions de m3, réparti entre les différentes sections, de la manière suivante :

- 333 230 m3 pour la section 1 (de la confluence Deûle-Lys à l'écluse de Comines). Maître d'ouvrage : Les Voies Navigables de France (VNF)
- 337 000 m3 pour la section 2 (de l'écluse de Comines à la frontière Wallonie-Flandre). Maître d'ouvrage : Le Service Public de Wallonie (SPW)
- 676 000 m3 pour la section 3 (de la frontière Wallonie-Flandre au pont de Menin). Maître d'ouvrage : Waterwegen en Zeekanaal (W&Z)

Conformément au projet de convention entre la France, la Région Wallonne et la Région Flamande, chaque maître d'ouvrage traitera les matériaux excavés en France ou en Belgique, résultant de l'exécution des travaux dont ils ont la charge sur sa section, sur son territoire suivant sa réglementation nationale.

- sur la section 1 (française) : les matériaux inertes seront utilisés pour les remblais nécessaires au projet : traitement de berge, mesures compensatoires. Les matériaux non inertes seront traités sur des sites spécialisés puis évacués via les filières existantes.

- sur la section 2 (wallonne) : les matériaux inertes seront utilisés pour aménager le parc des Prés de la Lys. Les matériaux non inertes seront traités sur des sites spécialisés puis évacués via les filières existantes.

- sur la section 3 (flamande) : les matériaux seront utilisés en remblaiement de la carrière de Lochristi. Les matériaux non inertes seront traités sur des sites spécialisés puis évacués via les filières existantes.

Seuls les matériaux excédentaires **(333 230 m3)** de la section 1 seront gérés en France par les Voies Navigables de France (VNF) :

- les matériaux inertes **(80 070 m3)** serviront pour la percolation des berges et la réalisation de site de compensation écologique (les bras morts du Vert Digue et de Comines).

- les matériaux non inertes **(253 160 m3)** seront à la charge de l'entreprise qui réalisera les travaux de dragage. Ils seront évacués dans des filières de gestion existantes, en France ou en Belgique.

***L'objectif des Voies Navigables de France est de proscrire le stockage définitif des matériaux inertes extraits, et ainsi de rentrer dans une logique de leur valorisation, en remplacement de matériaux nobles pour des projets nécessitant l'apport de matériaux (remblaiement, aménagements paysagers, bétons de sédiments...).***

***Toutefois, un ressuyage préalable doit être nécessaire, par un dépôt temporaire de quelques mois sur un site de transit, permettant ainsi d'assécher les sédiments et les terres franches.***

***A cet effet, il serait intéressant que les Voies Navigables précisent le lieu où ce dépôt temporaire sera installé.***

***Pour les matériaux non inertes extraits, selon Voies Navigables de France, ces sédiments peuvent constituer une matière première durable et être valorisés dans les filières économiques comme la fabrication de briques, ciments, bétons, et autres...***

***Egalement, un site de transit de ces matériaux non inertes, avant valorisation, serait créé par les soins des Voies Navigables de France, sur le territoire de la ville de Wambrechies, dont le dossier ICPE est en cours de finalisation.***

***Toutefois, le principe général retenu dans ce projet, est que « les entreprises retenues qui réaliseront les travaux de dragage prendront à leurs charges la revalorisation des matériaux extraits, prévues dans leurs marchés de dragage ».***

***Ce principe général apparaît trop réducteur au regard de la qualité et du volume des sédiments et terres franches à extraire (253 160m3 !), de leurs modes de transfert, et de leurs suivis, qui n'est pas du tout détaillé dans le dossier d'enquête publique. Il demande donc à ce qu'il soit explicité avant toute autorisation conformément à l'avis du CNPN du 29 septembre 2017, ci-après relaté.***

**Avis favorable du Conseil National de la Protection de la Nature (CNPN)**  
**Synthèse des conditions émises par le CNPN**

Un avis favorable a été accordé par le Conseil National de la Protection de la Nature (CNPN) en date du 29 septembre 2017, à la demande des Voies Navigables de France de dérogation au titre des espèces protégés.

**Les conditions émises par le CNPN à cette autorisation sont les suivantes :**

« (...) Ce projet transfrontalier concerne le recalibrage d'un cours d'eau chenalisé de la Lys, dont une partie concerne le territoire national.

Les inventaires montrent un fort intérêt pour la flore et la faune lié aux zones humides (amphibiens, chiroptères, poissons, oiseaux). Le brochet n'est pas cité probablement par défaut. Il mériterait d'être ajouté au cerfa.

L'inventaire des chiroptères porte sur deux (2) nuits en juillet, ce qui est très insuffisant pour un groupe bénéficiant d'un plan national d'action (PNA), d'autant que le territoire est propice au Murin des marais, rare, qui se contente de petits arbres.

Les travaux n'impacteront pas les contre-fossés et les impacts en phase travaux nécessiteront des mesures spécifiques importantes.

Doivent être envisagées, la lutte contre l'érosion des sols décapés, la collecte et le traitement des ruissellements issus des chantiers, la réalisation des travaux à sec au droit des zones à fort enjeux biologiques.

Les enjeux écologiques sont correctement pris en considération (par ex. les zones humides de grand intérêt et les habitats des espèces de ces milieux) et des mesures de réduction sur l'ancien lit naturel de la Lys et les milieux connexes sont à conforter.

L'utilisation de palplanches sous l'eau et/ou profil raidi présente l'avantage de ne pas élargir les bordures et ainsi de ne pas combler/toucher les chenaux et fossés de bordure. En revanche, ce système présente l'inconvénient de produire des matériaux d'extraction non recyclés ni stockés sur place.

A la question du stockage, le pétitionnaire répond que ceux-ci seront évacués par camions et ne seront pas déposés en France, mais en Belgique, sans pouvoir préciser les lieux exacts. Il est impératif que ce point soit éclairci avant autorisation. Au cas où des dépôts seraient effectués, même transitoirement sur le sol français, il faudrait procéder à la démarche éviter-réduire-compenser sur les espaces concernés.

**Au titre des mesures compensatoires :**

- la restauration de deux délaissés humides situés sur Comines et Warneton paraît pertinente et mérite une validation par un organisme compétent, de même que la création d'une zone humide sur le site n°18 de Deûlémont,
- les mesures de compensation doivent être engagées avant le début des travaux,

-un programme de suivi dans le temps doit permettre la pérennité des actions engagées.

Concernant les fossés latéraux, le simple entretien ou curage ne constitue pas une plus-value écologique. Cette dernière peut correspondre à la mise en place de la technique du tiers inférieur lors de sa réalisation (...). ».

**Il convient donc, que l'avis favorable du CNPN assorti à de nombreuses conditions, relatées ci-avant, ainsi que les suivantes, et reprises dans les recommandations ci-après, Les Voies Navigables de France s'engagent à leur donner une suite favorable, notamment pour :**

- *le dépôt des matériaux d'extraction doit absolument être précisé et, s'il a lieu sur le territoire national, devra faire l'objet d'une étude complémentaire d'impact sur les sites de stockage envisagés,*
- *la restauration des milieux humides et les précautions à prendre sur la Lys vis-à-vis de son intérêt écologique devraient être réalisés sur les conseils de l'AFB,*
- *les mesures de gestion et les suivis doivent être conçus pour une période de 30 ans.*
- *une mesure compensatoire nouvelle qui vise à restaurer une prairie de fauche de 2 à 3 hectares, doit être ajoutée, soit à partir d'une parcelle historiquement propice mais dégradée, soit à partir d'une prairie permanente pour que la flore (fritillaire pintade, orchidées des marais et la faune associée) s'y développe à terme.*

### **Identification des Impacts et Mesures Environnementales préconisées par l'Autorité Environnementale**

Les effets indésirables du projet de recalibrage de la Lys ont été identifiés dans l'Eude d'impact sur l'Environnement réalisée en juin 2017 par le bureau d'études AIRELE, pour le compte des Voies Navigables de France (VNF), au titre de l'article R122-2 du Code de l'Environnement.

Cette étude d'impact sur l'Environnement a fait l'objet d'un Mémoire en Réponse des VNF, en février 2018, suite à l'Avis délibéré n°2015-62 adopté lors de sa séance du 25 octobre 2017 de la formation d'Autorité Environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable.

### **L'Autorité Environnementale recommande :**

- de fournir une présentation détaillée du programme dans lequel s'intègre le projet de calibrage de la Lys Mitoyenne, pour que les impacts et effets cumulés puissent en être bien appréciés.
- de mieux articuler la procédure nationale avec celles des partenaires belges et compléter l'étude d'impact par une présentation récapitulative des différentes

évaluations environnementales réalisées dans le cadre des procédures françaises, wallonnes et flamandes ; une synthèse des différents termes et résultats de ces évaluations, de nature à permettre d'avoir une vision globale d'une part des impacts du recalibrage de la Lys Mitoyenne et d'autre part des effets cumulés des travaux sur les tronçons adjacents et les opérations géographiquement liées ; toute précisions nécessaires sur les modalités mises en place pour assurer une information complète des populations françaises et belges.

- de préciser certains aspects du dossier relatifs aux déchets, aux gains fonctionnels attendus des aménagements des anciens délaissés et au bilan socio-économique.

**L'Autorité Environnementale fait par ailleurs d'autres recommandations précisées dans son avis détaillé n°2015-62 du 25 octobre 2017, à savoir :**

- de fournir une présentation détaillée du programme dans lequel s'intègre le projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne, en tenant compte des appréciations et recommandations formulées par l'avis de l'Autorité Environnementale n°2017-51 du 13 septembre 2017 sur la mise au gabarit européen de l'Oise (MAGEO) entre Compiègne et Creil (60). Cette présentation détaillée constitue un élément indispensable à la compréhension de la motivation et de la justification des choix retenus.

- d'établir une liste précise et complète de l'ensemble des opérations nécessaires à l'atteinte de l'objectif de mise au gabarit de l'axe Deûle-Lys et susceptibles de présenter des effets cumulés, quelle qu'en soit la maîtrise d'ouvrage. Chaque maître d'ouvrage est reposable de l'application des mesures compensatoires et de leurs suivis en France, pour son compte et pour celui des deux autres maîtres d'ouvrage (pour la partie française des trois sections 1, 2 et 3).

**L'Autorité Environnementale recommande de compléter l'Etude d'Impact par :**

- Une présentation récapitulative des différentes évaluations environnementales réalisées dans le cadre des procédures françaises, wallonnes et flamandes et des avis émis par les autorités environnementales concernées,

- Une synthèse des différents termes et résultats de ces évaluations, de nature à donner une vision globale d'une part des impacts du recalibrage de la Lys Mitoyenne et des mesures mises en œuvre, et d'autre part des effets cumulés des travaux sur les tronçons adjacents et les opérations géographiquement liées,

- Toute précision nécessaire sur les modalités mises en place pour assurer une information complète et identique des populations françaises et belges.

- De présenter des résultats actualisés sur la qualité des sédiments pour l'ensemble du tronçon recalibré, en particulier vis-à-vis de leur dangerosité,

- De fournir des éléments conclusifs sur la recherche ou la création de sites de transit et de dépôt

- De présenter l'avancement des réflexions sur une valorisation des déchets inertes qui tienne compte de la sensibilité des milieux à proximité de la voie d'eau

Le Recalibrage de la Lys Mitoyenne  
Présenté par les Voies Navigables de France

- De préciser les filières de traitement des déchets non inertes
- De fournir une présentation synoptique des enjeux relatifs aux milieux naturels et de leur sensibilité aux opérations de recalibrage
- De préciser les modalités d'aménagement prévu des délaissés de Warneton et de Comines, et de justifier les gains de fonctionnalités attendus au regard d'une part, du besoin de compensation, d'autre part pour Comines du risque de perturbation des habitats de berge actuels.
- D'approfondir l'analyse des variantes en détaillant sur la totalité du linéaire du projet les différentes alternatives envisagées concernant le tracé de la Lys et le gabarit retenu.
- De mettre à jour le tracé de l'emprise du projet sur les différentes planches de l'atlas cartographique,
- De reprendre et de développer le bilan socio-économique et l'analyse du bilan carbone et de la consommation énergétique du projet pour en rendre les résultats compréhensibles par un lecteur extérieur, en explicitant les hypothèses prises, et en expliquant les méthodes de calcul pour les différents postes,
- De veiller à une présentation plus didactique des résultats de l'Etude d'Impact et prendre en compte dans le résumé non technique les conséquences des recommandations du présent avis.

**Un mémoire en réponse, en date de juillet 2018, a été rédigé par les soins de Voies Navigables de France, afin d'apporter des éléments de réponse au regard de l'Avis délibéré n°2015-62 adopté lors de la séance du 25 octobre 2017 de la formation d'Autorité Environnementale du Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable.**

**Ce mémoire en réponse figure en pièce 5 de la demande d'autorisation unique du dossier d'enquête publique du projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne.**

**Il en résulte de ce projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne, des impacts sur l'état initial et les milieux naturels et des mesures compensatoires à prendre suites aux différentes évaluations environnementales (synthèse de l'étude d'impact), à savoir :**

- géologie, géomorphologie : impact négligeable
- eaux souterraines : impact non significatif sur le fonctionnement hydraulique de la nappe superficielle, sur la qualité de la nappe en raison de sa position d'alimentation du canal, et sur l'alimentation en eau potable car pas d'aire d'alimentation de captages en eau potable, ni d'un périmètre de protection.  
La nappe de la craie est captive sous l'argile du tertiaire, donc bien protégé.  
La nappe des sables est plus profonde, moins vulnérable aux pollutions diffuses, car isolée par des formations argileuses.

Le site appartient à la masse d'eau souterraine n°FR1015 du calcaire carbonifère de Roubaix Tourcoing, dont l'état est bon.

Les travaux ne modifieront pas le niveau d'eau du canal, le creusement dans le fond n'aura pas d'incidence sur le fonctionnement hydraulique de la nappe superficielle.

L'extraction des sédiments et l'approfondissement du lit du canal ne sont pas susceptibles d'avoir des incidences sur la qualité de la nappe alluviale.

Afin de suivre dans le temps les niveaux de la nappe superficielle et sa qualité, et de les surveiller pendant et après les travaux de dragage, un suivi piézométrique, avant, pendant, et après les travaux de dragage, sera réalisé.

- eaux superficielles : impact temporaire sur la qualité de l'eau en phase travaux par remise en suspension de particules. Mesure de dragage par pelle sur ponton, suivi de la qualité de l'eau et adaptation cadences du chantier. Impact positif sur le fonctionnement hydraulique, sur le risque inondation, et sur la mise en place de passes à poisson (écluse de Comines). Des mesures de suivi de la qualité de l'eau seront mises en place.

Le linéaire de la Lys Mitoyenne est peu concerné par des fluctuations de niveaux d'eau, les problèmes d'excès d'eau se situent en amont et en aval de la zone du projet de recalibrage.

- démographie et économie : pas d'impact sur la démographie, et impact positif sur les activités socio-économiques (création emplois, réduction congestion routière...).

- tourisme et loisirs : impact négatif sur la plaisance, l'usage des chemins de halage et de la pêche durant les travaux. Impact positif en phase exploitation.

- urbanisme : impact non significatif car document d'urbanisme en cours de mise en compatibilité.

- foncier-agricole : impact lié à la nécessité d'acquisition foncière, mais avec mesures d'évitement par choix d'un bassin de virement moins gourmand en foncier, et choix du profil technique de moindre consommation de foncier. Peu de terres agricoles sont impactées (environ 3500m<sup>2</sup>).

- transport : impact faible et temporaire sur la circulation routières et fluviales, car arrêt de la navigation. Impact positif sur le report modal après réalisation.

- paysage : impact modéré temporaire pendant les travaux liés à la coupure des chemins, et sur le paysage après travaux car élargissement et disparition de berges et de la végétation associée. Mesures de végétalisation des rives.

- santé : impact lié à l'extraction de matériaux non inertes. Mesure d'évitement : les matériaux non inertes ne feront l'objet d'aucun dépôt et seront exportés vers des filières de gestion adaptées en France et en Belgique.

- air : impact temporaire lié à l'émission des engins pendant la phase chantier, et impact positif en phase d'exploitation par report modal du transport routier vers le transport fluvial.

I

- bruit : impact temporaire pendant les travaux, en phase exploitation impact à définir en raison du passage de plus grands bateaux, mais moins bruyants.

- risques : impact positif sur le risque inondation en abaissant les niveaux en période de crues.

- milieux naturels : présence de deux zones naturelles d'intérêt écologique floristiques et faunistiques de type 1 (ZNIEFF Marais et prairies humides de Warneton et prairies humides de la Lys à Wervicq), d'un site Natura 2000 intitulé vallée de la Lys (Belgique), et de deux corridors écologiques identifiés dans le schéma régional de la cohérence écologique.

Impact modéré à fort sur les zones naturelles d'intérêt reconnu (ZNIEFF et site Natura 2000). Mesures d'évitement par adaptation des défenses de berge et du bassin de virement afin d'éviter tout impact direct sur les zones naturelles d'intérêt reconnu, et mesures de réduction afin de limiter le dérangement des espèces sensibles pendant les périodes de reproduction, suivi en phase de chantier.

Impact fort sur le corridor écologique de la Lys, avec mesures de compensation ; percolation des enrochements du canal et plantation d'hélophytes et de ripisylves, aménagement de franchissements piscicoles au niveau des écluses.

- faune et flore, habitats naturels : Quatre zones existent au niveau de la Lys et de ses abords :

-le milieu aquatique qui accueille des herbiers aquatiques

-les berges et la zone de marnage, constituées d'enrochements, accueillent une flore relativement diversifiée

-les talus et accotements des chemins de service, occupés par des friches herbacées, et des haies le long des chemins de service

-les fossés en contre-bas des chemins de service, milieu naturel de transition entre le talus et les prairies et parcelles cultivées

Impact modéré. Mesures d'évitement par adaptation des défenses de berge afin d'éviter tout impact direct sur les secteurs à enjeux écologiques forts, et mesures de réduction et de compensation : en limitant le dérangement pour les espèces sensibles pendant les périodes de reproduction, suivis en phase chantier, percolation des enrochements du canal et plantation d'hélophytes et de ripisylves, plantation de deux délaissés, restauration de zones humides sur le TD n°18.

- zone humide : impact assez faible (0.75 ha de zone humide impactée et intérêt modéré des zones humides impactées). Mesures de restauration d'une zone humide sur le TD n°18.

- milieu aquatique du canal : destruction d'habitats de vie pour la faune piscicole, sur les herbiers aquatiques (3ha). Mesures de restauration des délaissés de Warneton et de Comines (5ha) et de percolation des enrochements sous le niveau normal de navigation sur l'ensemble des berges restaurées (13km).

- berges du canal : destruction d'habitats de vie pour l'avifaune (alimentation, reproduction), les chiroptères (alimentation, déplacement) et la faune piscicole (alimentation, reproduction, refuge). Mesures : percolation des enrochements du canal et plantation d'hélophytes et de ripisylves.

- talus et accotements des chemins de service : destruction d'habitats pour avifaune (alimentation, reproduction), les chiroptères (alimentation, déplacement), les mammifères terrestres (alimentation, déplacement, hivernage), et les amphibiens (estivage, hivernage). Mesures : réaménagement des talus et accotements des chemins de service (ensemencement et plantation de haies), création de tas de bois lors des défrichements nécessaires au projet.

- fossés humides en contrebas du chemin de service : destruction d'habitats de vie pour amphibiens (reproduction) (1.5km). Mesures : création de fossés en remplacement de ceux détruits (1.2km), restauration de fossés à Warneton et Bousbecque (0.8km).

- friches et prairies : destruction d'habitats de vie pour avifaune (alimentation, reproduction). Mesures : création d'une zone humide au sein du terrain de dépôt n°18 (0.8ha) et restauration d'une prairie de faune humide de plus de 2ha (mesure supplémentaire suite à l'avis du CNPN).

- jeunes boisements issus de plantations, friches arbustives : destruction d'habitats de vie pour l'avifaune (alimentation, reproduction), les chiroptères (alimentation, reproduction) et les mammifères terrestres (alimentation, hivernage, reproduction) (1.2ha). Mesures : restauration des délaissés de Warneton et de Comines, création d'une zone humide au sein du terrain de dépôt n°18, et restauration d'une prairie de fauche humide de plus de 2ha (mesure supplémentaire suite à l'avis du CNPN).

- les haies : destruction d'habitats de vie pour l'avifaune (alimentation, reproduction), les chiroptères (alimentation, hivernage, reproduction) et les amphibiens (estivage, hivernage) (1.3km) : Mesures : réaménagement des talus et des accotements des chemins de service (dont plantations de haies) (2.04km).

- aménagement des berges : le recalibrage est réalisé autant que possible dans l'emprise du Domaine Public afin de limiter les acquisitions foncières et les impacts environnementaux, avec mise en œuvre de protection des berges de rideaux de palplanches, de palplanches sous eau, et autres.

- sites classés : sans objet

- sites inscrits : sans objet

- patrimoine culturel, architectural ou de mémoire : sans objet

- zones de protection du patrimoine architectural, urbain ou paysager : sans objet

- Le mode de curage : afin de limiter au maximum la remise en suspension, le dragage sera effectué par pelle hydraulique sur ponton. Les matériaux déblayés seront acheminés par barges vers le lieu de traitement et de valorisation.

- les produits de curage : le volume des matériaux excédentaires (sédiments et terres franches) sur la section 1 sous maîtrise d'ouvrage des Voies Navigables de France est de 333 230 m<sup>3</sup>.

Ces matériaux ont fait l'objet d'analyses physico-chimiques et d'écotoxicité.

Il en résulte, 232 180 m<sup>3</sup> de produits inertes et 101 050 m<sup>3</sup> de produits non inertes.

Les matériaux inertes seront utilisés pour les aménagements des délaissés du Vert-Digue et de Comines.

Les matériaux non inertes seront gérés dans les filières existantes en France ou en Belgique.

- le milieu humain : Les communes traversées par la Lys Mitoyenne ont des caractéristiques plutôt rurales : Deûlémont et Warneton, et plutôt urbaines et industrialisées : Comines, Wervicq-Sud, Bousbecque, Halluin.

Le territoire est régi par le PLU intercommunautaire de Lille.

La qualité de l'air est bonne, et le niveau de bruit globalement faible.

Il existe un risque inondation pour les communes concernées.

Actuellement, le territoire concerné fait l'objet d'un projet de création d'une zone de protection du risque inondation.

Il n'y a aucun site inscrit ou classé par la DREAL, ni par des protections au titre de l'AVAP ou des ZPPAUP.

- le bassin de virement de Bousbecque : sera aménagé à l'extrémité aval de l'îlot du délaissé de Wervik, sur la commune de Bousbecque, en application de normes néerlandaises. La géométrie retenue permet d'éviter les impacts sur les prairies humides de Bousbecque, ainsi qu'une acquisition foncière. Son tracé a fait l'objet de l'étude de plusieurs scénarii afin d'arriver au choix retenu, qui comporte le moins d'impacts fonciers et environnementaux, à savoir un bassin triangulaire, moins gourmand qu'un bassin circulaire.

- le franchissement piscicole de Comines : permettra la restauration de la continuité écologique au droit du barrage/écluse/délaissé de la Lys à Comines, avec création d'un ouvrage de restitution aval franchissable, d'une passerelle piéton/vélo et d'un pont au-dessus de la rampe en enrochements au niveau du chemin de randonnée.

- mesures compensatoires : afin de compenser les impacts sur les zones humides et les herbiers aquatiques, le terrain de dépôt n°18 à Deûlémont et le délaissé de Vert Digue à Warneton seront aménagés.

Par ailleurs des mesures d'évitement seront mises en place pour protéger pendant la phase chantier, la flore et la faune, par un balisage des espèces végétales et animales. De manière à réimplanter et pérenniser une flore, il est prévu une percolation des nouveaux enrochements avec des substrats limono graveleux de manière à offrir un tissu favorable au développement des espèces naturelles.

Il sera également créé une prairie de fauche de 2 à 3 hectares pour favoriser la réimplantation de flore et de faune associée.

Diverses mesures de gestion et de suivi vont également être mises en place de suite à la réalisation des aménagements compensatoires.

#### - incidences du projet sur la faune et la flore :

sur les habitats d'intérêt communautaire : aucune incidence

sur les espèces végétales d'intérêt communautaire : aucune incidence

sur les espèces animales d'intérêt communautaire : 23 espèces avifaunistiques répertoriées, seules 5 d'entre elles se reproduisent au sein du site (avocette élégante, la bondrée apivore, le busard des roseaux, la gorgebleue à miroir et le martin pêcheur). Les autres espèces ne fréquentent le site qu'en halte migratoire.

Il est répertorié également 2 espèces animales d'intérêt communautaire (hors avifaune) : le triton crêté et le vertigo des moulins, et 10 espèces aviaires d'intérêt communautaire : l'aigrette garzette, l'avocette élégante, le butor étoilé, le busard des roseaux, la bondrée apivore, le combattant varié, la gorge bleue à miroir, le harle piette, le martin pêcheur et le pluvier doré

Une incidence directe identifiée sur le triton crêté par destruction accidentelle en phase travaux.

Quatre mesures seront mises en place afin de réduire ou compenser les incidences directes identifiées :

Mesure de réduction, en adaptant la période des défrichements en fonction des hivernages et estivage

Mesure de compensation par la restauration d'habitats naturels, réimplantation de ripisylves et haies après travaux  
 Mesures d'accompagnement par un suivi écologique du chantier avec suivi des préconisations et défrichements.

- la traversée urbaine de Comines (Belgique) : le rescindement de la courbe verra la modification du tracé initial de la Lys, au niveau de la zone des Prés de la Lys avec creusement d'un nouveau lit de la Lys, pour permettre un rayon de courbure suffisant pour la navigation des bateaux relatifs au gabarit Vb.

Ce tracé créera un nouveau délaissé et un îlot sur la Lys Mitoyenne. Celui-ci sera fermé à l'amont afin de limiter l'envasement et maintenir le caractère naturel de la zone. Aucun aménagement n'est prévu sur la berge française en dehors du raccordement pour la continuité piétonne.

- la traversée de Wervicq sud : sur la rive française, 500 m de quai seront construits en lieu et place de la défense de berge actuelle, avec construction d'un chemin de halage.

### **Appréciation et Avis sur la demande d'autorisation unique du Projet**

*Après lecture et analyse de l'Etude d'Impact et des réponses apportées par les Voies Navigables de France, des avis des Personnes Publiques Associées, de l'étude socio-économique, des observations formulées par les services publics de l'Etat, des Collectivités Territoriales, d'Associations Environnementales, du Public, ainsi que des conditions émises par le Conseil National de la Protection de la Nature (CNPN) dans son avis favorable du 29 septembre 2017, et de l'Autorité Environnementale du Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable dans son avis délibéré n°2015-62 du 25 octobre 2017 ;*

*il en résulte que le projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne, tel qu'il a été conçu dans son scénario 2 (voir le dossier d'enquête publique), a parfaitement pris en compte, de façon optimale, les différentes composantes de l'Environnement avec des aménagements intégrés audit projet et des mesures compensatoires, ceci afin de minimiser son impact sur ce dernier, à savoir :*

- la prise en compte du patrimoine naturel dans le choix des variantes,*
- la mise en place de mesures compensatoires pour les milieux naturels impactés,*
- le traitement paysager qualitatif pour assurer une meilleure intégration*
- la prise en compte des zones urbanisées et agricoles*

*Des études spécifiques ont été réalisées afin d'identifier les habitats naturels, les espèces animales et végétales protégées, la qualité de l'air, les nuisances sonores, l'insertion paysagère.*

*Le projet initial (2012) impactait 5500 m2 de zones humides remarquables à Warneton (avec deux espèces végétales protégées et de nombreuses espèces animales de grand intérêt), 2000 m2 de prairies humides accueillant des espèces hygrophiles, 7000 m2 de prairies humides eutrophes, et 1700 m2 de friches humides (roselières, cariçaies...).*

*La modification du projet (scénario 2) avec des mesures de suppression d'impact supplémentaires, a permis :*

*- la réduction de 92% des surfaces de zones humides d'intérêt écologique fort impactées (la seule zone restante impactée correspond à une petite friche humide au niveau du délaissé de Wervicq-Sud).*

*- la réduction de 38% des surfaces de zones humides d'intérêt écologique modérés impactées (la quasi-totalité de la surface de prairie humide eutrophe concernée correspond à l'impact du projet de bassin de virement).*

*- la stabilisation des surfaces de zones humides d'intérêt écologique faible impactés (habitats ne présentant pas de végétations hygrophiles mais inclus dans les zones à dominantes humides du SDAGE).*

*Par ailleurs, l'îlot de Deûlémont fera lui aussi l'objet d'un aménagement écologique.*

*Le choix, d'utiliser une technique de raidissement de berge pour permettre l'élargissement du chenal de navigation dans l'emprise foncière actuelle, et de mettre en place des palplanches sous-eaux permet aussi de supprimer des impacts sur les milieux connexes (qui entraîne cependant un surcoût financier important pour le projet).*

*Le projet modifié dans son scénario 2, tel qu'il est présenté aujourd'hui, propose la solution la plus respectueuse possible pour l'environnement avec des mesures d'évitements et l'application d'un calendrier de travaux en fonction des dérangements les plus maîtrisés possibles pour l'environnement.*

*Le projet est mené de concert avec les régions Wallonne et Flamande voisines. Les impacts du projet sur les territoires limitrophes seront donc maîtrisés dans leur ensemble par les trois maîtres d'ouvrage, et traité dans le cadre des autorisations administratives franco/belges.*

*Ainsi ces mesures visant à éviter, réduire ou compenser les impacts résiduels sur les milieux naturels, urbains, industriels et agricoles ont ainsi été identifiés. Elles permettront de réaliser une réhabilitation écologique, touristique et paysagère de la vallée de la Lys Mitoyenne, et à lui redonner un caractère naturel.*

*Il ne faut pas oublier que ce projet permettra à court terme le transfert d'une partie du transport routier de marchandises par la voie d'eau qui présente un impact environnemental largement moins fort.*

*Les avantages que représente ce projet, l'emportent sur les inconvénients qu'il génère.*

### **Conclusions motivées du commissaire enquêteur :**

- Après avoir étudié le dossier d'enquête
- Participé à une réunion, le 12 septembre 2018, de présentation par les Voies Navigables de France, du projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne,
- Visité les lieux, et vérifié l'affichage avant ou après chacune de mes permanences
- Tenu six (6) permanences, qui ont permis de recevoir trente (30) personnes et de recueillir quinze (15) remarques écrites

- Reçu cinq (5) lettres et quatre (4) courriels
- Pris connaissance des avis exprimés par les Personnes Publiques Associées
- Dressé le procès verbal de synthèse des observations du public
- Remis aux Voies Navigables de France, et à la Préfecture du Nord, le 24 novembre 2018, le procès-verbal de synthèse des observations du public
- Etudié le mémoire en réponse du pétitionnaire en date du 7 décembre 2018.

### **Le Commissaire enquêteur constate que :**

- L'enquête n'a pas suscité l'intérêt de la part du public
- L'enquête a été organisée conformément aux réglementations en vigueur, et notamment aux articles L110.1 et suivants du code de l'expropriation, de l'article L123.1 du code de l'environnement, et en vertu de l'article L123.6 du code de l'environnement, regroupant les quatre (4) procédures en une enquête publique unique, ainsi que de l'arrêté préfectoral du Nord en date du 12 septembre 2018
- Vu la réflexion sur le projet et ses conséquences
- Vu la régularité de la procédure appliquée à l'enquête publique et sur son déroulement :
  - délais d'affichage,
  - permanences,
  - publicité,
  - accueil du public.
  - mise à disposition du dossier
  - registres d'observations
- Vu les quinze (15) remarques, les cinq (5) lettres et le courriel inscrits ou consignés dans les registres communaux des observations, ainsi que les trois (3) courriels reçus en préfecture de Lille,
- Vu le Mémoire en réponse du Pétitionnaire, en date du 7 décembre 2018,
- Vu les avis exprimés à ce jour par les personnes publiques associées, et du procès-verbal du compte rendu du 14 décembre 2017, et qui fait suite à la réunion des PPA du 17 novembre 2017
- Vu l'identification des effets indésirables du projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne, exposée dans l'Etude d'Impact réalisée en juin 2017 par les Voies Navigables,
- Vu l'avis n°2015-62 du 25 octobre 2017 de l'Autorité Environnementale du Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable
- Vu le mémoire en réponse des Voies Navigables de France, en février 2018 à l'avis n°2015-62 sus visé

Le Recalibrage de la Lys Mitoyenne  
Présenté par les Voies Navigables de France

- Vu l'avis favorable du Conseil National de la Protection de la Nature (CNPN) du 29 septembre 2017 n°2017-06-13c00760 à certaines conditions relatées ci-dessus
- Vu l'avis favorable de l'Agence Régionale de la Santé du 28 mars 2017, des différentes concertations intervenues durant la phase avant-projet avec les territoires traversés, les associations environnementales et autres,
- Et après avoir pris connaissance du bilan carbone/consommation de l'énergie, de la compatibilité avec le SDAGE Artois Picardie, des mesures compensatoires proposées afin de pallier les impacts du projet, du dossier de dérogation à la destruction d'espèces protégés présenté au CNPN le 29 septembre 2017, des travaux envisagés sur les délaissés, de l'étude hydraulique, des avis de l'Agence de l'Eau Artois Picardie, de la Fédération de pêche, des Communes concernées et de la Métropole Européenne de Lille, ainsi que de l'estimation financière prévisionnelle global du projet et de sa répartition entre les trois (3) territoires

**Et considérant que :**

- Au terme d'une enquête publique unique regroupant les quatre (4) procédures en cours, de 33 jours, et après avoir tenu six (6) permanences et analysé l'ensemble des avantages et des inconvénients relatifs au projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne,
- Il n'est rapporté aucun incident notable qui aurait pu perturber le bon déroulement de l'enquête publique,
- Les expropriations envisagées sont nécessaires pour atteindre les objectifs du projet, et impactent le moins possible les propriétés privées (voir rapport titre IV « Procédure 3 dite enquête parcellaire ».),
- Les dispositions prises dans le cadre de la loi sur l'eau et de dérogation pour destruction d'espèces protégés, sont également nécessaires et indispensables,
- Le coût de réalisation dudit projet ne paraît pas déraisonnable, par rapport à d'autres projets similaires,
- Il n'existe aucun intérêt social majeur justifiant le refus de l'utilité publique à cette opération,
- Les observations enregistrées dans les registres d'enquête publique ne remettent pas en cause la réalisation du projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne,
- Les avantages que représentent ce projet l'emportent sur les inconvénients qu'il génère.

***En fonction de l'ensemble des éléments précités,***

***Le commissaire enquêteur émet un : Avis Favorable sur les dispositions prises par les Voies Navigables de France dans le cadre de sa demande d'Autorisation Unique au titre :***

- **de la Loi sur l'eau**, dans le cadre de l'article R214-1 qui présente le champ d'application des installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L214-1 à L214-6.

Rubrique 3.1.2.0 : installations conduisant à modifier les profils en long et en travers du lit mineur d'un cours d'eau, ...

Rubrique 3.1.4.0 : consolidation, défense ou protection des berges...

Rubrique 3.1.5.0 : travaux dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole...destruction d'herbiers...

Rubrique 3.2.1.0 : entretien ou curage des cours d'eau (...) des dragages dont le volume est supérieur à 2000 m3 au cours d'une année.

Rubrique 3.2.2.0 : installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau...

- **de l'étude d'impact**, dans le cadre des rubriques 9,10, 21 et 25 de l'annexe de l'article R122-2 du code de l'environnement, à savoir :

Rubrique 10 : travaux, ouvrages et aménagements sur le domaine public maritime, sur les cours d'eau, les voies navigables et les ports de navigation intérieur permettant l'accès de bateaux de plus de 1350 tonnes

Rubrique 21 : extraction de minéraux ou de sédiments par dragage marin ou retrait de matériaux lié au curage d'un cours d'eau.

- **de la dérogation liées à la présence d'espèces protégées, d'habitats d'espèces protégés et dossier Natura 2000** :

de l'article L411-2 du code de l'environnement du fait de la présence d'espèces protégées (flore : angélique officinale, faune : amphibiens, oiseaux, mammifères, chiroptères).

de l'article L414-1 et L414-19 à 26 du code de l'environnement, au regard de la présence à proximité immédiate de la zone de protection spéciale et zone de conservation : site BE32001 « Vallée de la Lys » (Natura 2000) situé intégralement en territoire belge.

- **de l'autorisation unique « loi sur l'eau » et autres autorisations environnementales relevant de l'Etat :**

Conformément aux lois n°2015-990 du 6 août 2015 et n°2015-992 du 17 août 2015, permettant la mise en œuvre d'une procédure unique intégrée, conduisant à une décision unique du Préfet et regroupant l'ensemble des décisions de l'Etat.

***Telles que ces dispositions sont présentées aujourd'hui par le pétitionnaire, pour son propre compte et pour le compte des deux autres maîtres d'ouvrage, dans le dossier soumis à enquête publique, exposé dans le rapport et rappelé ci-dessus, afin de permettre la réalisation du projet de recalibrage de la Lys Mitoyenne.***

***Cet avis favorable est assorti de sept (7) recommandations, qui correspondent à des préconisations vivement souhaitées par le CNPN et l'Autorité Environnementale, pour partie, et par le commissaire enquêteur, compte-tenu des réponses apportées par les Voies Navigables de France dans son mémoire en réponse en date du 7 décembre 2018.***

**A savoir :**

**1. afin d'éviter tout risque d'incompatibilité dans la réalisation des travaux, il conviendra de mettre en place une cellule de coordination entre les trois (3) maîtres d'ouvrage,**

**2. de prendre toutes les dispositions concernant le cadre de vie et la santé des habitants riverains de la zone des travaux (bruits, poussières, risques d'accidents, dégradations des voiries, fissurations des bâtiments et des habitations, difficultés de circulation),**

**3. d'expliciter la destination exacte des sédiments excédentaires (leurs modes de transfert, leurs suivis, leurs lieux de dépôts provisoires et/ou définitifs), car le principe de valorisation desdits matériaux par les entreprises retenues pour les travaux de dragage, apparaît trop réducteur.**

**Les lieux de dépôt des sédiments doivent absolument être précisés et, s'il a lieu sur le territoire national, devra faire l'objet d'une étude complémentaire d'impact sur les sites de stockage envisagés,**

**4. la restauration des milieux humides et les précautions à prendre sur la Lys vis-à-vis de son intérêt écologique devraient être réalisés sur les conseils de l'AFB,**

**5. les mesures de gestion des milieux humides et leurs suivis doivent être conçus pour une période de 30 ans.**

**6. une mesure compensatoire nouvelle qui vise à restaurer une prairie de fauche de 2 à 3 hectares, doit être ajoutée, soit à partir d'une parcelle historiquement propice mais dégradée, soit à partir d'une prairie permanente pour que la flore (fritillaire pintade, orchidées des marais et la faune associée) s'y développe à terme, conformément à l'avis favorable du CNPN en date du 29 septembre 2017.**

**7. de prévoir, en accord avec leurs gestionnaires/exploitants, dans le cadre des travaux compensatoires à réaliser sur les berges des bras délaissés de la Lys Mitoyenne, le curage de son ancien lit, de manière à permettre la navigation de plaisance, dans de bonnes conditions.**

Conclusions et Avis établis  
A Wicres le 12 décembre 2018

Le Commissaire Enquêteur

  
Dominique BOIDIN